

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DEPF

Boulevard Mohamed V.
Quartier Administratif,
Rabat-Chellah Maroc

E : depf@depf.finances.gov.ma

W : www.finances.gov.ma/depf/depf.htm

T : (+212) 537.67.74.15/16

NOTE DE CONJONCTURE

DIRECTION DES ÉTUDES ET DES PRÉVISIONS FINANCIÈRES

N° 252 / Février 2018



Sommaire

PARTIE 1 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

01 ECONOMIES AVANCÉES

02 ECONOMIES ÉMERGENTES

03 MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

PARTIE 2 ENVIRONNEMENT NATIONAL

01 TENDANCES SECTORIELLES

02 DEMANDE INTERIEURE

03 ECHANGES EXTERIEURS

04 FINANCES PUBLIQUES

05 FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

PARTIE 3 TABLEAU DE BORD



Premiers signes prometteurs pour 2018 après une clôture de l'année 2017 sous de bons auspices

A l'issue d'une bonne année 2017, le suivi de la conjuncture fait état d'une année 2018 prometteuse tant pour l'économie nationale que pour son environnement international.

A l'international, l'expansion de l'économie mondiale se poursuit de façon synchronisée à travers les pays et les régions, avec des perspectives de croissance favorables pour l'Allemagne et la France contre un ralentissement attendu en Espagne. La monnaie unique de la zone euro poursuit son appréciation, s'établissant à 1,25 dollar début février, soit son plus haut niveau depuis 2014.

Au niveau du marché des matières premières, le prix du pétrole baisse à moins de 65 dollars le baril en février, dans le sillage de la correction baissière des marchés financiers. Les cours du gaz butane s'inscrivent, également, sur la même tendance, se situant à moins de 450 dollars la tonne, affectés par une faiblesse de la demande.

Au Maroc, les premiers signes captés début 2018 augurent d'une poursuite des dynamiques sectorielles positives durant cette année après un bon comportement affiché en 2017, en rapport, notamment, avec la bonne orientation de la demande étrangère adressée au Maroc.

Ces tendances positives sont confortées par les fondamentaux de la demande intérieure, notamment la consommation des ménages et l'investissement, qui s'inscrivent dans la continuité de la bonne tenue affichée en 2017, eu égard aux derniers baromètres conjoncturels disponibles.

Au niveau des échanges extérieurs, le solde commercial a connu une légère aggravation en ce début 2018, en rapport avec une progression des importations à un rythme plus important que celui des exportations et ce, malgré le bon comportement des métiers mondiaux du Maroc à l'export. La hausse des importations a été tirée, principalement, par les factures alimentaire et énergétique, sans quoi les achats du Maroc de l'étranger auraient accusé une baisse de 0,5% par rapport à janvier 2017. En dépit de cette évolution, les Réserves Internationales Nettes poursuivent leur amélioration.

La situation des charges et ressources du Trésor, relative à l'exercice budgétaire 2017, fait ressortir un allègement du déficit budgétaire, se situant à 3,5% du PIB après 4% en 2016, grâce à une maîtrise des dépenses courantes et une meilleure mobilisation des recettes.

Sur le plan du financement de l'économie, les crédits bancaires ont clôturé l'année 2017 sur une évolution positive. Le marché boursier, pour sa part, s'est inscrit dans une posture positive pour ses deux indicateurs MASI et MADEX, début 2018.

**Direction des Études et des
Prévisions Financières**

Synthèse

N.B. : Sauf indication du contraire, les évolutions présentées, dans la note, sont en glissement annuel.



Environnement international

Poursuite de l'expansion de l'économie mondiale, de façon synchronisée à travers les pays et les régions.

Perspectives de croissance favorables pour l'Allemagne et la France contre un ralentissement attendu en Espagne.

Appréciation continue de l'euro, atteignant 1,25 dollar la mi-février.

Repli des prix des matières premières en février, en lien avec la correction baissière des marchés financiers.



Tendances sectorielles

Bon comportement de l'activité économique nationale en 2017, tirant profit d'une configuration sectorielle globalement favorable.

Poursuite des dynamiques sectorielles positives en 2018 comme il ressort des premiers indicateurs conjoncturels de cette année.



Ménages & Entreprises

Bon comportement de la consommation des ménages en 2017 et perspectives favorables pour l'année 2018, eu égard aux derniers baromètres conjoncturels disponibles sur les prix et les revenus.

Maintien de l'effort d'investissement en 2017 et premiers signaux de consolidation pour l'année 2018.

1,25
(+15,6%)



Parité euro/dollar

40,5%



Taux de remplissage
des barrages

+57 mille
postes



Emploi rémunéré

+54%



Recettes IDE



Echanges extérieurs

Progression des importations des biens à un rythme plus important que les exportations, traduisant une baisse du taux de couverture de 0,2 point.
Bon augure des métiers mondiaux du Maroc à l'export début 2018.
Baisse des importations des biens hors factures énergétique et alimentaire.
Amélioration continue des Réserves Internationales Nettes.



Finances publiques

Allègement du déficit budgétaire : 3,5% du PIB en 2017 contre 4% du PIB en 2016 grâce à une maîtrise des dépenses courantes et une meilleure mobilisation des recettes.



Financement de l'Economie

Bonne tenue des crédits bancaires : Immobilier : +4,2% ; Equipement : +11,4% ; Consommation : +4,3%.
Augmentation de l'encours des bons du Trésor de 1,4% à 524 milliards de dirhams à fin janvier 2018.
Bourse : les index MASI et le MADEX poursuivent leur bon comportement début 2018 avec une progression de 5,5% chacun.

NB : Sauf indication contraire, les évolutions sont en glissement annuel

56,8%
(-0,2 point)



Taux de couverture

-0,5%



Importations hors factures
alimentaire et énergétique

Immobilier : +4,2%
Equipement : +11,4%
Consommation : +4,3%

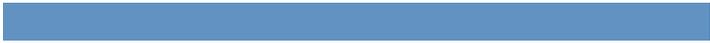


CREDITS BANCAIRES

+5,5%
chacun



MASI & MADEX
BOURSE



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL



1. ECONOMIES AVANCEES

Etats-Unis : perspectives de renforcement de la croissance en 2018, stimulée par la réforme fiscale

2,7%
en 2018

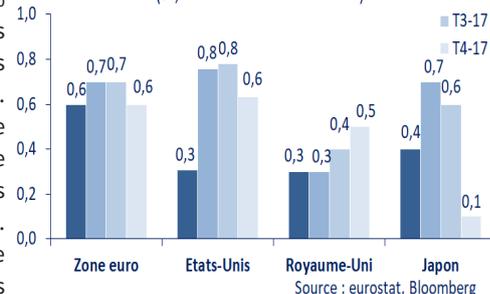


USA

Croissance économique

La croissance du PIB américain a ralenti mais restée solide au quatrième trimestre 2017 (2,6% en rythme annualisé après 3,2% au T3). Elle est soutenue par la reprise des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. En termes de perspectives, la croissance américaine devrait accélérer en 2018 pour se hisser à 2,7% selon les dernières prévisions du FMI, après 2,3% en 2017 et 1,5% en 2016. L'activité serait stimulée par la réforme fiscale américaine, en particulier les baisses de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Toutefois, les perspectives de croissance sont menacées par une accentuation de la volatilité sur les marchés financiers.

Pays avancés : croissance du PIB (% variation trimestrielle)



-0,1%



USA

Production industrielle



Les indicateurs conjoncturels s'avèrent mitigés en janvier, comme le montre le repli des ventes de détails (-0,3% après 0% en décembre) et de la production industrielle (-0,1% après +0,4%). L'indice PMI composite (53,8 en janvier après 54,1 en décembre) signale une décélération de la croissance de l'activité du secteur privé. Toutefois, la confiance des ménages s'est améliorée en février, selon l'indice de l'Université du Michigan (+4,2 points à 99,9).

+200 mille postes

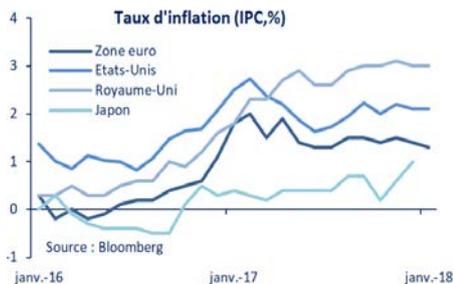
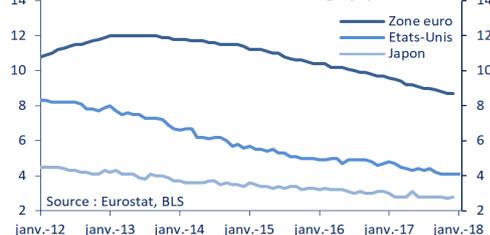


USA

Emploi

Le dynamisme du marché d'emploi se confirme début 2018, avec 200.000 créations nettes d'emplois en janvier après 160.000 en décembre. Le taux de chômage est resté stable pour le troisième mois consécutif en janvier, à 4,1%, son plus bas niveau depuis l'année 2000.

Evolution du taux de chômage (%)

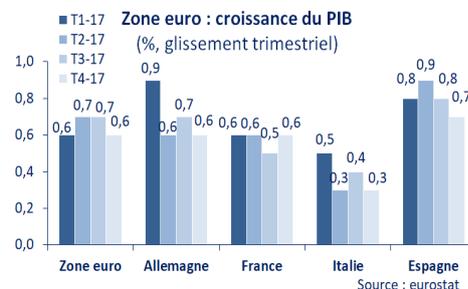


Le taux d'inflation est resté inchangé à 2,1% en janvier, soit un niveau proche de l'objectif de 2%. Dans ce contexte, la Fed devrait poursuivre la normalisation graduelle de sa politique monétaire. La Banque centrale américaine avait relevé ses taux directeurs de 25 points de base en décembre 2017, portant le cumul à 125 points de base depuis 2015.

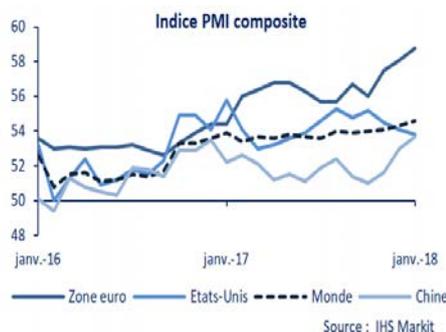
Zone euro : l'expansion économique se poursuit dans un contexte mondial porteur



Dans la zone euro, la solidité de la croissance du PIB s'est confirmée au dernier trimestre 2017 (0,6% après 0,7% au T3). Pour l'année 2017, la croissance de la zone a atteint 2,5%, son rythme le plus rapide depuis dix ans, après 1,8% en 2016. Elle est soutenue par une confiance accrue des ménages et des entreprises, une embellie du marché du travail, des conditions financières favorables et un contexte mondial porteur.



Les perspectives économiques de la zone euro se sont améliorées, avec une croissance révisée à la hausse à 2,2% pour 2018 contre 1,9% initialement prévue par le FMI. Parmi les principaux pays membres, la croissance a été relevée pour l'Allemagne (à 2,3% après 2,2% réalisée en 2017), l'Italie (1,4% après 1,4%) et la France (1,9% après 1,9%), en lien avec le renforcement de la demande intérieure et extérieure. En revanche, la croissance espagnole a été abaissée (à 2,4% après 3,1%), affectée par la montée de l'incertitude politique.

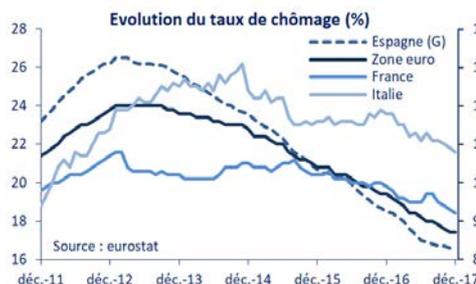
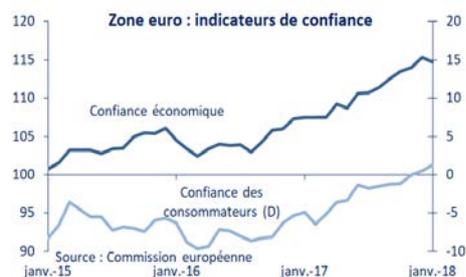


Les indicateurs à haute fréquence sont globalement favorables début 2018. Ainsi, la croissance de l'activité du secteur privé de la zone euro s'est accélérée en janvier, comme le signale l'indice PMI composite (58,8 après 58,1 en décembre). L'expansion est généralisée aux principaux pays membres, à savoir l'Allemagne (59,0 après 58,9), la France (59,6 après 59,6), l'Italie (59,0 après 56,5) et l'Espagne (56,7 après 55,4).

France : 9,2%
Espagne : 16,4%



La confiance économique dans la zone euro reste forte, comme le montre l'indice ESI de la Commission européenne (114,7 points en janvier, après 115,3 points en décembre, son plus haut niveau depuis 2000). La confiance des consommateurs de la zone euro continue de s'améliorer (1,3 point en janvier après 0,5 point en décembre).



Le taux de chômage dans la zone euro est resté stable à 8,7% en décembre, marquant, néanmoins, une baisse de 1 point de pourcentage depuis un an. La baisse du taux de chômage, en glissement annuel, concerne les principaux pays membres de la zone, à savoir l'Allemagne (-0,3 point à 3,6%), la France (-0,7 point à 9,2%), l'Italie (-1 point à 10,8%) et surtout l'Espagne (-2,1 points à 16,4%).



Sur le marché des changes, l'euro a atteint son plus haut niveau depuis 2014 à 1,25 dollar la mi-février, en hausse de 4% depuis début 2018 et de 18% en glissement annuel. Il est porté par un regain d'optimisme sur les perspectives économiques et politiques dans la zone euro. Par ailleurs, la BCE devrait maintenir sa politique monétaire ultra-accommodante, confortée par une inflation modérée dans la zone (1,3% en janvier après 1,4% en décembre, bien en deçà de la cible officielle de 2%).



Japon : l'économie devrait poursuivre son expansion à un rythme modéré mais supérieur à son potentiel



La croissance de l'économie nipponne a ralenti au quatrième trimestre 2017, avec une hausse du PIB limitée à 0,5% en rythme annualisé après 2,2% au troisième trimestre. Pour l'année 2017, la croissance a été relativement robuste (1,6% après 0,9% en 2016), soutenue par un marché d'emploi dynamique, un appui budgétaire important, des conditions financières accommodantes et une demande mondiale ferme. La croissance devrait se poursuivre en 2018 à un rythme modéré (1,2% selon le FMI), mais supérieur à son potentiel (0,5-1%), en lien avec le retrait de la relance budgétaire et la faiblesse des salaires.



Les derniers indicateurs de conjoncture s'avèrent propices. La production industrielle a enregistré un fort rebond en décembre (2,9% après 0,5% en novembre). La confiance des entreprises a atteint un sommet historique en décembre, comme le montre l'indicateur coïncident du climat des affaires (120,7 points après 117,9 points en novembre). L'indice de confiance des ménages, inchangé en janvier (à 44,7 points), reste proche de son plus haut niveau depuis quatre ans atteint en novembre (44,9 points).

2. ÉCONOMIES EMERGENTES

La croissance continue de se consolider, soutenue par une demande mondiale ferme et des cours des matières premières plus élevés

Les économies émergentes poursuivent leur raffermissement, en ligne avec le redressement du commerce mondial et des prix des produits de base. Les perspectives restent, toutefois, entourées d'incertitudes, liées notamment au regain de turbulences financières, de protectionnisme et des tensions géopolitiques.

Selon les prévisions du FMI, la croissance des pays émergents et en développement devrait se hisser à 4,9% en 2018 après 4,7% en 2017 et 4,4% en 2016. L'accélération de la croissance en Inde (prévue à 7,4% en 2018 après 6,7% en 2017) diverge, toutefois, avec le ralentissement de l'économie chinoise (6,6% après 6,9%). La croissance devrait se consolider au Brésil (1,9% après 1,1%) et se poursuivre à un rythme modéré en Russie (1,7% après 1,8%). En Afrique subsaharienne, la reprise économique devrait se renforcer progressivement (3,3% en 2018 après 2,7% en 2017 et 1,4% en 2016). Dans la région MENA, la croissance devrait atteindre 3,6% en 2018 après un fléchissement à 2,5% en 2017, avec une nette reprise de l'activité dans le groupe des pays exportateurs de pétrole et une consolidation de la croissance dans les pays importateurs.

6,6%

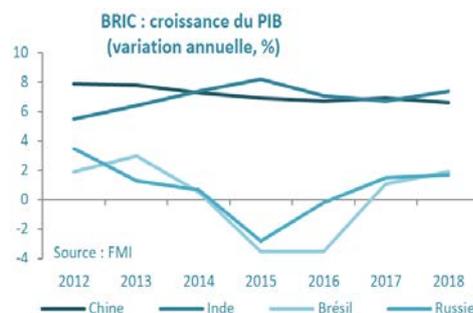
en 2018



Chine

Croissance économique

En Chine, la croissance du PIB a été robuste en 2017 (6,9% après 6,7% en 2016), confortée par les retombées des mesures antérieures de relance économique et par le dynamisme de la demande mondiale. En termes de perspectives, la croissance chinoise devrait ralentir à 6,6% en 2018 et 6,4% en 2019, selon le FMI, avec un risque de resserrement de la politique économique, pour contenir les déséquilibres internes (niveau élevé d'endettement).



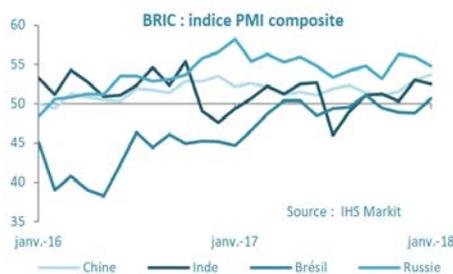
7,4%

en 2018



Inde

Croissance économique

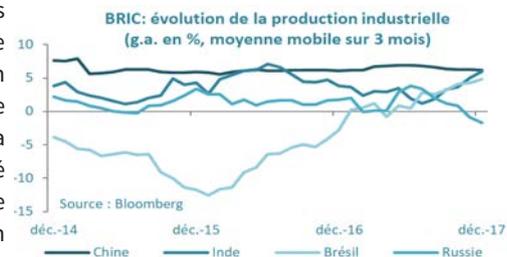


Les données à haute fréquence s'avèrent globalement favorables. Ainsi, la croissance de l'activité du secteur privé s'est accélérée en janvier, comme le montre l'indice PMI composite (53,7 après 53,0 en décembre). Le commerce extérieur chinois a été plus dynamique en janvier, avec une forte expansion des exportations (11,1% après 10,9% en décembre) et des importations (36,9% après 4,5%).

En Inde, le PIB a ralenti en 2017 (6,7% après 7,1% en 2016), sous l'effet de la démonétisation et de l'instauration d'une nouvelle taxe sur les biens et services. La croissance devrait s'accélérer en 2018 (à 7,4% selon le FMI), avec la dissipation des facteurs qui ont impacté négativement la croissance l'année dernière.



Les derniers indicateurs conjoncturels signalent un renforcement de la croissance au tournant de 2017-2018. Ainsi, la production industrielle a progressé de 7,1% en décembre après un rebond de 8,8% en novembre. La croissance de l'activité du secteur privé se poursuit à un rythme soutenu, comme le montre l'indice PMI composite (52,5 en janvier après 53,0 en décembre).



Le taux d'inflation s'atténue mais reste élevé (5,1% en janvier après 5,2% en décembre, contre un objectif officiel de 4%). Néanmoins, la banque centrale indienne a laissé ses taux directeurs inchangés en février, après les avoir réduits de 200 points de base entre janvier 2015 et août 2017.

Au Brésil, l'économie devrait poursuivre sa reprise progressive, soutenue par l'amélioration de la confiance économique et le recul du chômage. Selon les prévisions du FMI, le PIB du Brésil devrait progresser de 1,9% en 2018 après 1,1% en 2017.

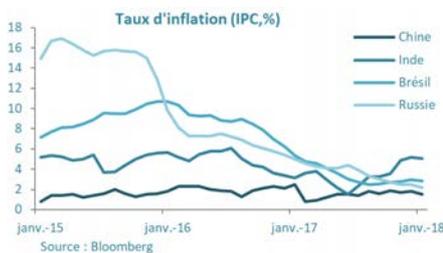
Les indicateurs conjoncturels s'avèrent globalement favorables. La production industrielle poursuit sa progression (4,3% en décembre après 4,7% en novembre). Le taux de chômage poursuit son recul (11,8% en décembre après 12% en novembre et un pic de 13,7% en mars). La confiance des entreprises continue de s'améliorer pour atteindre son plus haut niveau depuis 2011 (59,0 en janvier après 58,3 en décembre).

1,9%
en 2018



Brésil

Croissance économique

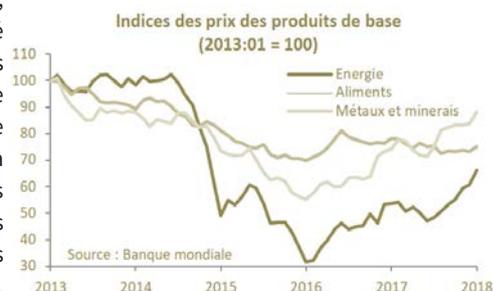


L'inflation reste relativement maîtrisée (2,9% en janvier après 3% en décembre, contre un objectif officiel de 4,5%). La faiblesse relative de l'inflation donne de la marge à la banque centrale du Brésil pour poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire. Le taux directeur est abaissé de 25 points de base à 6,75% en février 2018, soit des baisses cumulées de 750 points de base depuis octobre 2016.

3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES

Correction baissière des prix début février 2018, après une forte hausse en janvier

L'indice des prix des produits énergétiques, calculé par la Banque mondiale, a enregistré une forte hausse en janvier (+9,2% après +2,1% en décembre), suite à une flambée des cours pétroliers. De son côté, l'indice des prix des produits non énergétiques a marqué un rebond de 3,3% en janvier après un repli de 0,2% en décembre. La hausse des prix a été générale et a concerné les produits alimentaires (+2,6%), les fertilisants (+1,3%), les métaux de base (+5,3%) et les métaux précieux (+5,5%).

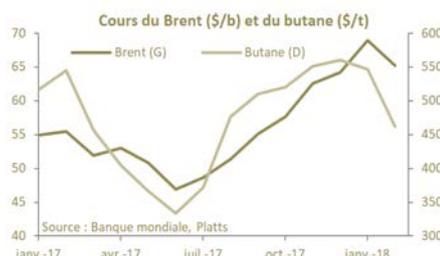


Brent : moins de 65 \$/baril

Butane : moins de 450 \$/T

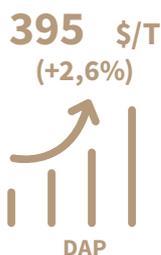


Produits énergétiques

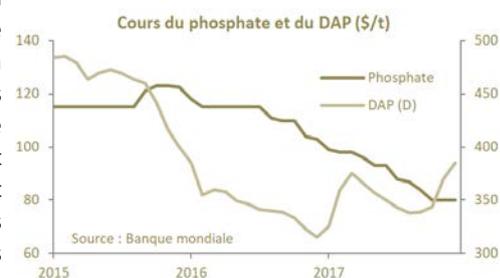


Les prix du pétrole (Brent) ont atteint 69 dollars le baril en moyenne en janvier, leur plus haut niveau depuis 2014, en hausse de 7% sur un mois et de 26% sur un an. La hausse est liée à la prolongation de l'accord de réduction de l'offre OPEP/non-OPEP, la baisse des stocks du brut et à des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Toutefois, les prix pétroliers ont reculé à 64 dollars la mi-février, dans le sillage de la correction baissière des marchés financiers.

Les cours du gaz butane ont chuté à 444 dollars la tonne la mi-février, leur plus bas niveau depuis juillet 2017, affectés par une faiblesse de la demande.



Les cours du phosphate brut se sont établis à 81 dollars la tonne en janvier 2018, en hausse de 1,3% sur un mois, ramenant leurs pertes à 18% en glissement annuel. Les prix des engrais phosphatés DAP ont atteint 395 dollars la tonne en janvier, en hausse de 2,6% sur un mois et de 22% sur un an. Les perspectives semblent s'améliorer, avec une reprise attendue des importations de l'Inde et une modération des exportations de la Chine.



178 \$/T
(+3,4%)



Blé

Les prix du blé tendre (SRW) se sont établis à 178 dollars la tonne en janvier, en hausse de 3,4% sur un mois, en lien avec le repli du dollar et des inquiétudes sur les conditions météorologiques. Toutefois, le marché céréalier reste bien approvisionné, avec des disponibilités importantes et des perspectives de l'offre favorables.



Les cours internationaux du sucre brut (ISA) se sont établis à 311 dollars la tonne en janvier, en baisse de 2% sur un mois et de 31% en glissement annuel. Les prix sucriers devraient rester modérés en raison de l'amélioration des perspectives de l'offre chez les grands producteurs (Brésil, Inde, Europe,...). L'Organisation internationale du sucre prévoit un important excédent de l'offre mondiale pour la campagne actuelle (+5 millions de tonne contre un déficit de 3,1 millions de tonnes en 2016/2017).



ENVIRONNEMENT NATIONAL

1. TENDANCES SECTORIELLES

Activités primaires

133 mm

(au 16 janvier)



Cumul pluviométrique

Perspectives positives pour la campagne agricole 2017/2018

Le Maroc a connu récemment des précipitations généralisées sur l'ensemble du territoire national, augurant de perspectives favorables pour la campagne agricole 2017/2018. Selon les dernières données publiées par le Département de l'Agriculture, le cumul pluviométrique moyen national a atteint 132,7 mm au 16 Janvier 2018, en baisse de 25% par rapport à une campagne moyenne contre un déficit de 61% lors du démarrage de la période des semis. Ainsi, le taux de remplissage des barrages à usage agricole s'est élevé à 35% à 4,62 milliards de mètres cubes. La fonte des neiges, ainsi que les écoulements, devraient contribuer à accroître le niveau de remplissage des barrages nationaux et à reconstituer les nappes phréatiques. Au 16 février 2018, le taux de remplissage des principaux barrages nationaux a atteint 40,5%, après 38% il y a un mois.

Dans ce contexte, l'évolution du couvert végétal des parcours affiche actuellement un bon niveau. En outre, l'état de développement de la biomasse végétale est également prometteur, laissant présager une production fourragère satisfaisante pour la couverture des besoins du cheptel national.

De leur côté, les cultures d'automne ont connu une importante dynamique. Sur une surface de sol travaillée de 4,93 millions d'hectares, la superficie emblavée totalise 4,68 millions d'hectares (dont 10% en irrigué), dominés par les céréales (à hauteur de 88%), suivies des fourrages (8%) et des légumineuses (4%). Pour les cultures sucrières, la superficie semée est d'environ 48.300 hectares pour la betterave à sucre et de 12.409 hectares pour la canne à sucre. Concernant les ventes de semences certifiées, celles-ci ont porté sur 840.000 quintaux.

Pour ce qui est de la campagne d'exportation, elle se poursuit dans de bonnes conditions. Les exportations de primeurs ont atteint un volume de 361.000 tonnes au 16 Janvier 2018, en progression de 5% par rapport à la campagne précédente. Les exportations de la tomate représentent près de 63% des exportations globales en produits maraîchers, avec un volume de près de 227.000 tonnes, en hausse de 5%. Pour les agrumes, les exportations totalisent 329.000 tonnes, maintenant leur niveau de la campagne précédente.

Evolution favorable de la valeur marchande des captures de la pêche côtière et artisanale

La valeur marchande des captures de la pêche côtière et artisanale a affiché un comportement favorable au terme de l'année 2017, enregistrant une hausse de 6,4% après +3,9% un an auparavant. Cette évolution a bénéficié, particulièrement, de l'amélioration de la valeur des captures des céphalopodes de 21%, en lien avec la hausse de leur prix moyen de vente de 19,4%. Ce renchérissement des prix a concerné la majorité des autres segments, permettant d'atténuer le repli du volume des captures.



-5,3% en volume
+6,4% en valeur



Pêche côtière et artisanale



En effet, ce dernier a reculé de 5,3% à fin 2017, après une progression de 7,3% à fin 2016. Cette évolution est attribuable à la baisse des débarquements de poissons pélagiques de 5,1%, du poisson blanc de 12,9% et des crustacés de 21,3%. En revanche, le volume des débarquements des céphalopodes a augmenté de 1,4% à fin 2017. Les retraits enregistrés sont à lier, en partie, à l'application du repos biologique et au renforcement du dispositif de contrôle contre la pêche illicite.

Activités secondaires

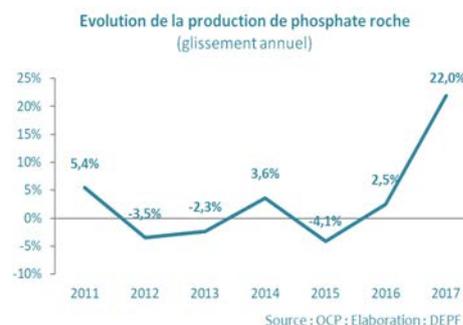
Expansion consolidée de l'activité extractive

+22%



Production de phosphate roche

Le secteur extractif clôture l'année 2017 en forte consolidation, portée par la bonne dynamique de l'activité de phosphate qui continue de profiter d'une demande étrangère robuste. En effet, la production de phosphate roche s'est fortement accrue, en volume, de 22% à fin 2017 après +2,5% au terme de l'année 2016, soit sa plus forte performance depuis 2011. Dans le même sillage, le volume des ventes à l'étranger de phosphate roche a progressé de 40% au titre de la même période.



Par ailleurs, il importe de signaler qu'au titre du premier mois de l'année 2018, la valeur des expéditions de phosphates et dérivés s'est renforcée de 13,9% pour atteindre 2,7 milliards de dirhams.

Orientation favorable du secteur de l'électricité

+3,4% (production)
+4,5% (consommation)

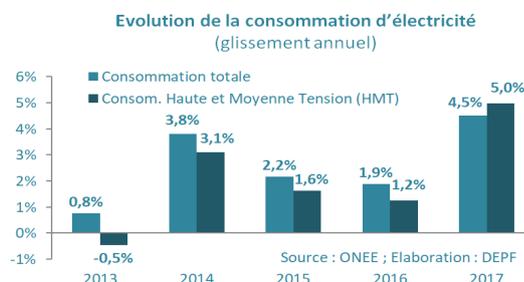


Energie électrique



La production nationale de l'énergie électrique s'est améliorée de 3,4% à fin 2017, après +3,1% il y a une année, favorisée par la bonne tenue de la production de l'ONEE (+3,4%) et de celle privée (+2,4%). Conjugée à une hausse du volume des importations de cette énergie de 14,5%, l'énergie nette appelée s'est appréciée au terme de l'année 2017 de 5,1% après +2,9% un an plus tôt.

Du côté de la consommation de l'énergie électrique, son rythme de hausse s'est accéléré à +4,5% à fin 2017, après +1,9% à fin 2016, soit sa meilleure performance sur les cinq dernières années. Cette évolution tient au renforcement des ventes de l'énergie de très haute, haute et moyenne tension de 5%, contre +1,2% un an auparavant, alimenté, essentiellement, par le rebond de celles adressées au secteur productif national (+7,9% après -0,1%).



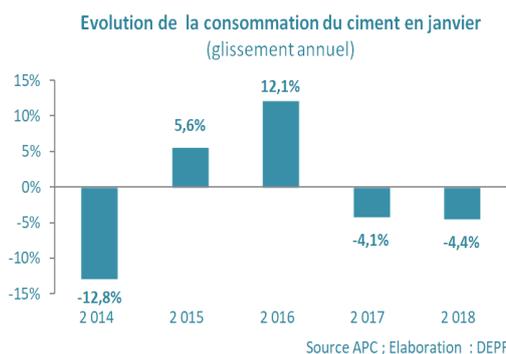
De même, la consommation de l'énergie de basse tension, adressée principalement aux ménages, s'est améliorée de 3% à fin 2017.

Bonne dynamique de l'encours des crédits à l'immobilier

-4,4%
en janvier



Ventes de ciment



Au cours du mois de janvier 2018, marqué par l'abondance des précipitations, les ventes de ciment, baromètre clé de l'activité du secteur du BTP, se sont repliées de 4,4%, après un recul de 4,1% à la même période de l'année précédente. Les principales baisses ont concerné les régions de Casablanca-Settat (-8,6%), Fès-Meknès (-16,5%) et Souss-Massa (-7,2%), atténuées par des améliorations dans les régions de Marrakech-Safi (+9,6%), Laayoune-S.Elhamra (+21,3%) et Dakhla-Oued Ed-Dahab (+46,9%).

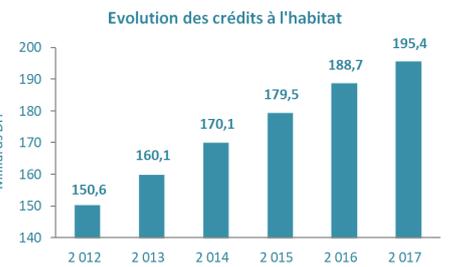
+8,7%

fin 2017



Crédits promoteurs immobiliers

Pour ce qui est du financement des opérations immobilières, l'encours des crédits à l'immobilier s'est accru de 4,2% au terme de l'année 2017, après +2,5% un an auparavant. Cette progression découle de la hausse des crédits accordés à l'habitat de 3,6% et de l'accélération des crédits attribués à la promotion immobilière (+8,7% à fin décembre 2017, après +0,8% à fin septembre 2017 et -4,6% il y a une année), augurant d'une dynamique favorable de l'activité du secteur durant les prochains mois.



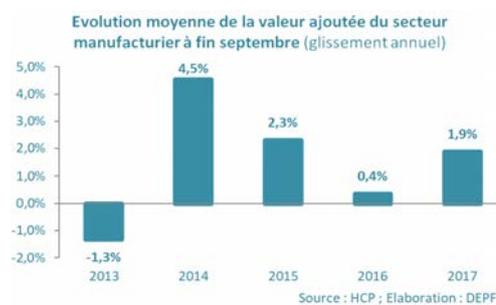
Source : BAM ; Elaboration : DEPF

Bon augure du secteur industriel

+1,9%



Valeur ajoutée industrielle



La valeur ajoutée du secteur manufacturier s'est améliorée de 1,9% à fin septembre 2017, après une hausse de 0,4% il y a une année, tirée par la progression de celle de l'industrie alimentaire et de tabac de 3,1%, de celle de l'industrie chimique et para-chimique de 6,7% et de celle de l'industrie de textile et cuir de 2,6%.

Cette bonne tenue devrait se poursuivre au terme de l'année 2017, en ligne avec le bon comportement des ventes à l'étranger de l'ensemble des principaux secteurs exportateurs, notamment l'automobile (+7,3%), l'industrie alimentaire (+8,8%), le textile et cuir (+6,1%), l'aéronautique (+20%) et l'électronique (+7,6%). Quant à l'industrie chimique et para-chimique, les exportations des dérivés de phosphate, composante importante de ce secteur, se sont améliorées, en volume, de 17% à fin 2017.

Concernant les perspectives pour le premier trimestre 2018, les industriels, consultés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib auprès du secteur manufacturier, s'attendent, globalement, à une augmentation de leur production et de leurs ventes.

Activités tertiaires

Contribution significative du marché extérieur à la dynamique de l'activité touristique nationale

**+10% et +15%
respectivement**



Arrivées et nuitées



Avec plus de 11,3 millions de touristes, le nombre des arrivées touristiques à la destination marocaine a enregistré une croissance de 9,8% en 2017, soit son plus haut niveau sur les sept dernières années. Cette bonne performance trouve son origine, à hauteur de 75%, dans la bonne tenue des arrivées des touristes étrangers (+14,9% après -0,9% il y a une année). Du côté des arrivées des MRE, elles ont augmenté de 4,9% après +4% en 2016.

Parallèlement à cette évolution, le nombre de nuitées, dans les établissements d'hébergement nationaux classés, s'est renforcé de 14,6% à fin 2017, après +4,7% à fin 2016, pour dépasser, pour la première fois, les vingt millions de nuitées (de 2,1 millions). Canalissant près de 83% de cette progression, le volume des nuitées réalisées par les non-résidents a augmenté de 18,3%, soit sa plus forte performance depuis 2006. Pour leur part, les nuitées des résidents se sont améliorées de 7,4% comparativement à fin 2016.

Pour ce qui est des recettes touristiques, elles se sont chiffrées au terme de l'année 2017 à 69,7 milliards de dirhams, en progression de 8,5%, après +5% un an plus tôt. Au titre du premier mois de l'année 2018, elles ont maintenu leur évolution ascendante, affichant une hausse de 32,3% comparativement au même mois de l'année 2017, pour atteindre 5,4 milliards de dirhams.

Performance record du tourisme international

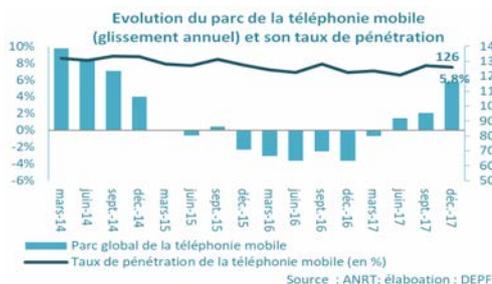
L'année 2017 a été exceptionnelle pour le secteur touristique non seulement au niveau national, mais également au niveau international. D'après le dernier baromètre du tourisme international de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), les résultats du tourisme international ont atteint leur plus haut niveau depuis sept ans, affichant une hausse du nombre des arrivées de 7%, après une tendance de croissance autour de 4% depuis 2010. Ces résultats sont en partie attribuables à l'essor économique mondial et à la forte demande du tourisme émetteur de nombreux marchés traditionnels et émergents avec un rebond des dépenses touristiques du Brésil et de la Fédération de Russie après quelques années de déclin.

Par région, la destination de l'Europe a enregistré une croissance de ses arrivées de 8% à 671 millions d'arrivées, l'Asie-Pacifique de 6% à 324 millions et les Amériques de 3% à 207 millions. Le nombre des touristes accueillis en Afrique est estimé à 62 millions de touristes, en hausse de 8%. Avec 11,3 millions d'arrivées, le Maroc devrait représenter à lui seul près de 18% des arrivées en Afrique. Du côté du Moyen-Orient, le nombre de ses visiteurs aurait atteint 58 millions à fin 2017, en hausse de 5% en une année.

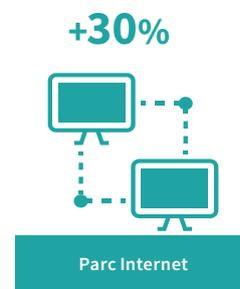
Pour l'année 2018, l'OMT estime que le fort élan actuel du tourisme international devrait se poursuivre mais à un rythme plus modéré, situant ses prévisions de croissance des arrivées touristiques à l'échelle mondiale entre 4% à 5% avec une amélioration de 3,5% à 4,5% en Europe et aux Amériques, de 5% à 6% en Asie-Pacifique, de 5% à 7% en Afrique et de 4% à 6% au Moyen-Orient.

Dynamisme favorable du secteur des télécommunications

Le secteur des télécommunications a terminé l'année 2017 sur une bonne note, favorisée par le rebond confirmé du parc de la téléphonie et l'évolution toujours robuste de l'activité de l'Internet.

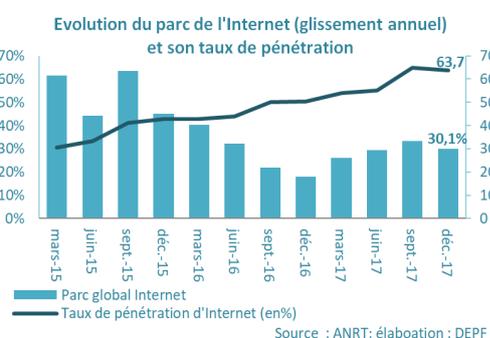


Le volume du parc global de la téléphonie s'est renforcé de 5,5% pour compter près de 46 millions d'abonnés, après un retrait de 3,8% au terme de l'année 2016. Cette progression tient à la hausse du parc de la téléphonie mobile de 5,8% à 43,9 millions d'abonnés, après -3,6% un an auparavant, pour situer son taux de pénétration à 126% après 122,7%. Du côté du parc de la téléphonie fixe, son rythme baissier poursuit son ralentissement, affichant un retrait de 1,1% à fin 2017 après -6,8% en 2016.



Par ailleurs, le parc d'abonnés à Internet s'est affermi de 30,1% à fin 2017, après +17,9% un an plus tôt, pour atteindre près de 22,2 millions d'abonnés, portant son taux de pénétration à 63,7%, au lieu de 50,4% au terme de l'année 2016.

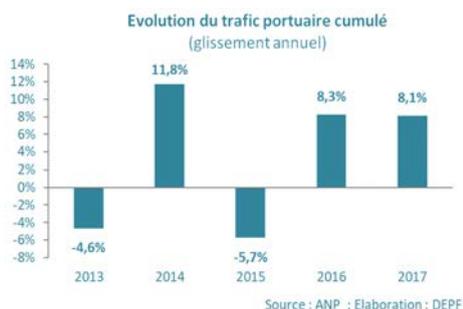
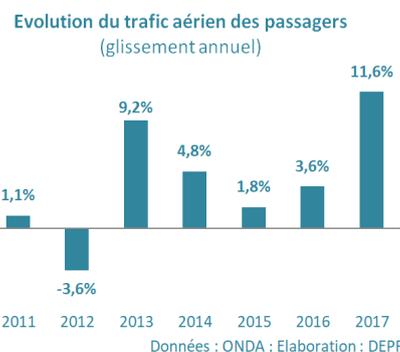
Parallèlement à cette évolution, les prix moyens de la communication ont stagné entre 2016 et 2017 au niveau des segments de la téléphonie mobile et de l'Internet, alors qu'ils ont augmenté de 11,7% au niveau de la téléphonie fixe.



Performance favorable du secteur de transport



Au terme de l'année 2017, le trafic aérien des passagers a franchi, pour la première fois, le cap de 20 millions de passagers (de plus de 357.000 passagers), marquant une croissance de +11,6%, soit la plus forte des sept dernières années. Des augmentations à deux chiffres ont été enregistrées au niveau de la plupart des aéroports nationaux : Marrakech (+11,96%), Agadir (+15,74%), Fès (+24,93%) et Tanger (+26,11%). En outre, le trafic du fret aérien a également enregistré sa plus forte performance sur sept ans, soit +19%.



Par ailleurs, l'activité portuaire gérée par l'ANP s'est renforcée de 8,1% à fin 2017, après une augmentation de 8,3% il y a une année. Cette évolution a été tirée par le bon comportement du trafic des exportations (+27,3%), atténué par la baisse de celui des importations de 4,9%.

TENDANCES SECTORIELLES (*)

	Secteur	2016	nov 17	déc 17	2017	janv 18
Activités primaires	Agriculture					
	Pêche					
Activités secondaires	Phosphates et dérivés					
	Automobile					
	Aéronautique					
	Electronique					
	Agroalimentaire					
	Textile et cuir					
	Energie électrique					
	BTP					
Activités tertiaires	Tourisme					
	Transport					
	Télécommunications					

Amélioration Stabilité Recul
 : Amélioration récente : Dégradation récente

*: appréciation basée sur les derniers baromètres conjoncturels disponibles.

2. DEMANDE INTERIEURE

Au terme de l'année 2017, le pouvoir d'achat des ménages aurait été bien orienté, sous l'effet conjugué d'une inflation maîtrisée (augmentation modérée de l'indice des prix à la consommation de 0,7%) et d'une amélioration des revenus. En effet, les dépenses de consommation des ménages se seraient favorablement comportées, bénéficiant des impacts positifs d'une bonne campagne agricole sur les revenus des ménages, de la hausse des transferts des marocains résidant à l'étranger de 4,5% à près de 65,4 milliards de dirhams, de la progression continue de l'encours des crédits à la consommation de 4,3% et de la création de 57.000 postes d'emploi rémunérés.

De son côté, l'effort d'investissement se serait maintenu au titre de la même période, tirant profit, particulièrement, du bon comportement de l'encours des crédits à l'équipement (+11,4%) et des dépenses d'investissement du Budget de l'Etat (+5,1%).

Pour l'année 2018, les premiers baromètres conjoncturels sont à la faveur de la poursuite de l'investissement. En effet, les recettes des investissements directs étrangers (IDE) ont enregistré une forte reprise en janvier 2018, progressant de 53,9% en glissement annuel, et les importations des demi-produits et des biens d'équipement ont été maintenues quasiment inchangées. Par ailleurs, il y a lieu de noter que lors de sa réunion début 2018, la Commission Interministérielle des Investissements a approuvé 48 projets d'investissement pour un montant global de 32,32 milliards de dirhams. Ces projets devraient créer près de 6.190 emplois directs et 13.952 emplois indirects.

+54%



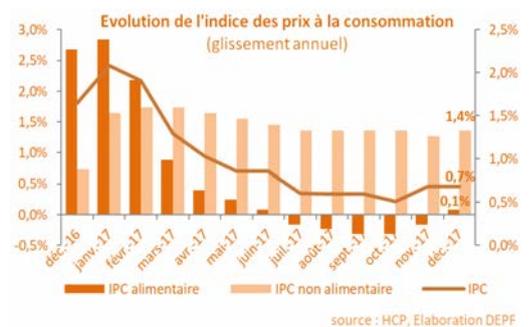
Recettes IDE

Hausse maîtrisée des prix à la consommation en 2017

Au cours du mois de décembre 2017, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est accru de 0,5% par rapport au mois précédent. Cette évolution recouvre une hausse de l'IPC alimentaire de 1,1% et un léger recul de l'IPC non alimentaire de 0,1%. Les principales hausses parmi les prix des produits alimentaires ont été observées au niveau des prix des légumes (+5,4%), des viandes (+1,3%) et des huiles et graisses (+0,5%), atténuées par la baisse des prix des fruits de 2,4% et de ceux du café, thé et cacao de 0,4%.

Au terme de l'année 2017, l'IPC a augmenté de 0,7% par rapport à l'année précédente, marquant un ralentissement comparativement à la hausse enregistrée en 2016 (+1,6%).

Cette évolution est le résultat de la décélération du taux d'accroissement de l'IPC alimentaire, s'établissant à +0,1% après +2,7%, alors que celui de l'IPC non alimentaire s'est accéléré à +1,4% après +0,7%. L'évolution de ce dernier a résulté, surtout, de la hausse des prix des restaurants et hôtels de 3,2%, de l'enseignement de 2,7% et de transport de 1,7%, atténuée par le recul des prix de communication de 0,2%.



+0,7%
Alimentaire : +0,1%
Non alimentaire : +1,4%



Inflation

Au niveau de l'activité industrielle, l'indice des prix à la production hors raffinage de pétrole a baissé de 0,1% entre les mois de novembre et décembre 2017. Ce recul a découlé, notamment, du retrait des prix des industries alimentaires de 0,3%, de l'industrie d'habillement de 1,3%, de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques de 1,1% et de la fabrication d'équipements électriques de 0,1%. Ces replis ont été atténués par l'appréciation des prix de l'industrie chimique et de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques de 0,2% chacun et de ceux de travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège de 0,4%. Quant aux indices des prix des industries extractives et de la production et distribution d'électricité et d'eau, ils ont gardé le même niveau enregistré le mois précédent.

Année 2017 : création de 86.000 postes d'emploi

86 mille postes

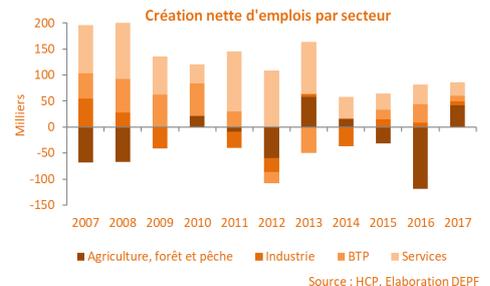


Création d'emploi

A fin 2017, l'économie marocaine a créé 86.000 nouveaux postes d'emploi, dont 55.000 profitant au milieu rural et 31.000 au milieu urbain et ce, après une perte de 37.000 postes l'année précédente. Cette dynamique recouvre une hausse de l'emploi rémunéré de 57.000 nouveaux postes, dont 35.000 situés dans le milieu rural et 22.000 postes dans les villes. Quant au nombre d'emplois non rémunérés, il s'est accru de 29.000 postes, contre une baisse de 163.000 un an auparavant, en relation avec une hausse de 20.000 postes dans les zones rurales et de 9.000 dans le milieu urbain.

Les créations d'emploi ont concerné l'ensemble des branches d'activité :

- +42.000 postes d'emploi dans le secteur de « l'agriculture, forêt et pêche » contre une perte annuelle moyenne d'environ 75.000 postes en 2015 et 2016.
- +26.000 postes au niveau des services, et ce après une création annuelle moyenne de 90.000 postes durant la période 2007-2013 et de 40.000 durant la période 2014-2016.
- +11.000 emplois dans le secteur du BTP, après une création annuelle moyenne de 20.000 postes au cours de la période 2014-2016.
- +7.000 postes dans l'« industrie y compris l'artisanat » contre une création annuelle moyenne de 10.000 postes au cours des années 2015 et 2016.



10,2%



Taux de chômage

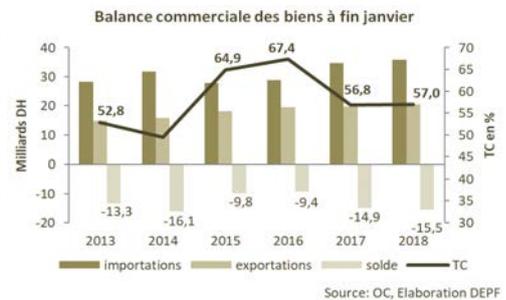


En matière de chômage, son taux s'est accru de 0,3 point, comparativement à fin 2016, pour se situer à 10,2%. Ce résultat est imputable à la hausse de la population active en chômage de 4,2% (soit près de 49.000 nouveaux chômeurs), soit à un rythme plus important que celui de l'augmentation de la population active (+1,1%). Par milieu de résidence, le taux de chômage a augmenté dans les villes de 0,5 point à 14,7% et a stagné en milieu rural à 4%.

Les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les personnes diplômées (+0,3 point à 17,9%), les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+0,7 point à 26,5%) et les femmes (+0,6 point à 14,7%).

3. ECHANGES EXTÉRIEURS

Les résultats préliminaires des échanges extérieurs au titre du mois de janvier 2018 font ressortir une hausse du déficit commercial de 4,1% à 15,5 milliards de dirhams. Cette évolution résulte d'une augmentation des importations (+3,6%) plus importante que celle des exportations (+3,2%). Ainsi, le taux de couverture (TC) a baissé de 0,2 point, pour s'établir à 56,8% en janvier 2018.



Augmentation des exportations, tirée surtout par les ventes de l'automobile et de phosphate et dérivés

+8,5%



Automobile



Au niveau des exportations, celles-ci s'élèvent à 20,4 milliards de dirhams, soit une progression de 3,2% sur un an. Ce résultat traduit une amélioration des expéditions du secteur automobile, de phosphates et dérivés, et de celles du secteur aéronautique. Les exportations des autres secteurs demeurent quasiment stables.

+14,8%



Aéronautique

Les ventes de phosphates et dérivés ont tiré à la hausse les exportations marocaines au premier mois de l'année 2018, avec une augmentation de 13,9%, portant ainsi la valeur de ces exportations à 2,7 milliards de dirhams (soit 13,2% des exportations contre 12% un an auparavant).

Au niveau des nouveaux métiers mondiaux du Maroc, les exportations du secteur automobile, premier secteur exportateur du Maroc, ont bondi de 8,5% à 5,2 milliards de dirhams, dont 3,1 milliards sur les expéditions du segment de la construction (+29,3%). L'aéronautique a, également, enregistré une hausse favorable de ses exportations (+14,8% à 925 millions de dirhams). Quant aux expéditions de l'électronique, elles se sont légèrement repliées de 0,4%, atteignant 768 millions de dirhams.

Pour les produits de l'agriculture et de l'agroalimentaire, les exportations affichent une légère amélioration de 0,6% à plus de 5,6 milliards de dirhams, grâce à la progression des ventes du segment agriculture, sylviculture et chasse (+1% à 2,6 milliards de dirhams), atténuée, néanmoins, par le léger retrait des exportations de l'industrie alimentaire (-0,9% à 2,8 milliards).

+1,3%



Textile et cuir

De son côté, le secteur de textile et cuir maintient sa tendance positive. Les ventes à l'étranger se sont, en effet, appréciées de 1,3% à plus de 3 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des exportations des vêtements confectionnés (+1% à 1,9 milliard de dirhams), des articles de bonneterie (+3,3% à 689 millions) et des chaussures (+1,2% à 260 millions).

Il est à noter, également, la progression des exportations de l'industrie pharmaceutique de 3,1% à 99 millions de dirhams sur la même période.

Le reste des exportations, représentant l'équivalent de 9,7% des exportations totales, se sont repliées de 13,1% par rapport au mois de janvier 2017.

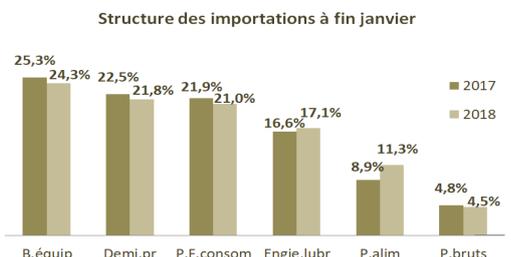


Hausse des importations sur fond de renchérissement des factures énergétique et alimentaire



Facture alimentaire

Les importations de biens ont culminé à 35,9 milliards de dirhams à fin janvier 2018, en progression de 3,6% par rapport à la même période de 2017. Cette évolution est imputable à l'augmentation des achats de produits alimentaires et de produits énergétiques. En revanche, les importations de demi-produits, de biens d'équipement et de produits finis de consommation se stabilisent et celles de produits bruts accusent un léger recul.



Source: OC, Elaboration: DEPF

Avec une valeur de 4 milliards de dirhams, les importations des produits alimentaires se sont raffermies de 31,8%, contribuant à hauteur de 78,8% dans la hausse des importations totales. Cette hausse s'explique, pour l'essentiel, par l'appréciation des achats de blé (+471 millions de dirhams) et de maïs (+123 millions).

+7%



Facture énergétique

De même, les importations de produits énergétiques, qui ont porté sur 6,1 milliards de dirhams, se sont inscrites en hausse de 7%, trouvant son origine, particulièrement, dans l'appréciation des approvisionnements en gaz de pétrole et autres hydrocarbures (+50,8% à 1,3 milliard de dirhams).

Hors énergie et produits alimentaires, les importations ont enregistré un retrait de 0,5%. Les achats de biens d'équipement se sont inscrits en légère baisse de 0,3%, totalisant un montant de 8,7 milliards de dirhams. A l'opposé, les demi-produits ont enregistré une légère hausse de 0,1% à 7,8 milliards de dirhams. La part des achats de ces deux groupes de produits se situe à 46,1% du total des importations contre 47,8% en janvier 2017.

Les achats de produits finis de consommation ont baissé de 0,5% à plus de 7,5 milliards de dirhams, en rapport avec le retrait des achats de voitures de tourisme (-9,2% à plus de 1 milliard de dirhams), atténué, toutefois, par la hausse des achats des parties et pièces pour voitures de tourisme (+7,6% à 1,7 milliard de dirhams).

Parallèlement, les achats de produits bruts ont enregistré un retrait de 2,9% à 1,6 milliard de dirhams, recouvrant une baisse des achats d'huile de soja brute ou raffinée (-41,1%) et d'huile de palme (-80,4%).

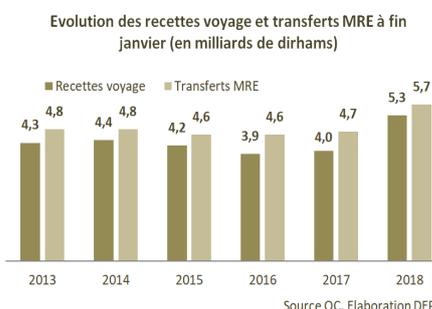
Poursuite de l'amélioration des flux financiers début 2018

A fin janvier 2018, les flux financiers relatifs aux voyages, aux MRE et aux investissements directs étrangers au Maroc ont évolué positivement par rapport à l'année dernière.

+21%



Recettes MRE

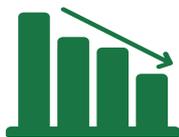


En janvier 2018, la balance des voyages fait ressortir un excédent en hausse de 34,4% à 3,8 milliards de dirhams. Ce résultat s'explique par l'accroissement des recettes de voyages (+32,3% à 5,3 milliards de dirhams) et de leurs dépenses (+27,2% à 1,5 milliard). Pour leur part, les transferts des MRE se sont accrus de 21,1% à 5,7 milliards de dirhams au titre de la même période. Ces deux postes permettent de couvrir 71,3% du déficit commercial, après 58,8% un an auparavant.

Par ailleurs, le flux des IDE au Maroc s'est apprécié de 25,5% pour atteindre 1,9 milliard de dirhams, en rapport avec un accroissement des recettes (+53,9% ou +1,1 milliard de dirhams) plus important que celui des dépenses (+706 millions).

4. FINANCES PUBLIQUES (HORS TVA DES COLLECTIVITÉS LOCALES)

3,5% du PIB



Déficit budgétaire

+6,1%



Recettes fiscales

+1,9%
(hors privatisation)

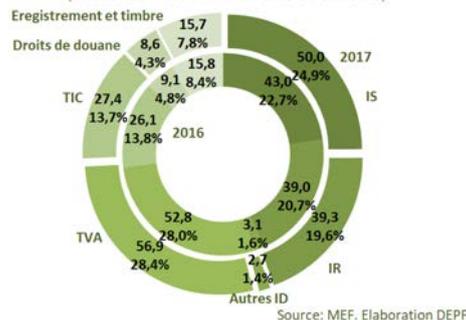


Recettes non fiscales

Au terme de l'exercice budgétaire 2017, la situation des charges et ressources du Trésor a été marquée par l'allègement du déficit budgétaire pour se situer à 3,5% du PIB contre 4% du PIB un an auparavant. Cette évolution s'est concrétisée grâce à une maîtrise des dépenses courantes et une meilleure mobilisation des recettes et ce, en dépit de la poursuite de l'accélération de l'investissement.

Bonne performance des recettes fiscales

Evolution des recettes fiscales (structure et valeur en milliards de dirhams)



Au terme de l'exercice budgétaire 2017, les recettes ordinaires ont atteint 229,9 milliards de dirhams. Elles ont été exécutées à hauteur de 101,5% par rapport aux prévisions initiales de la Loi de Finances, et ont augmenté de 5,2% par rapport à l'année 2016. Cette évolution est attribuable essentiellement à la bonne tenue des recettes fiscales qui ont enregistré un taux de réalisation de 99,8% et une hausse de 6,1% par rapport à l'année 2016 pour atteindre 200,5 milliards de dirhams. Cette hausse a concerné les recettes des impôts directs et celles des impôts indirects.

Les recettes des impôts directs, réalisées à hauteur de 102,9%, ont augmenté de 8,1% pour avoisiner à 92 milliards de dirhams. Cette évolution est en relation, essentiellement, avec la hausse des recettes de l'IS et dans une moindre mesure, de celles de l'IR. Les recettes de l'IS ont augmenté, en glissement annuel, de 16,3% pour se situer à près de 50 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 109,7%. Cette amélioration s'explique, particulièrement, par le bon comportement des résultats du secteur financier, des sociétés pétrolières, de l'agence nationale de la conservation foncière, des cimenteries, des sucriers et des sociétés de télécommunications.

Les recettes de l'IR ont atteint 39,3 milliards de dirhams, enregistrant un léger accroissement de 0,7% et un taux de réalisation de 96,2%. Les recettes de l'IR sur les profits immobiliers et celles de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) se sont repliées respectivement de 5,6% et 6,9% pour s'établir à 4,1 et 8,3 milliards de dirhams.

De leur côté, les recettes des impôts indirects ont augmenté de 6,7% et se sont concrétisées à hauteur de 99,6% pour s'établir à 84,3 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté de l'augmentation des recettes de la TVA ainsi que de celles des TIC.

Les recettes de la TVA se sont appréciées de 7,6% pour se situer à 56,9 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 98,1%. Cette évolution recouvre une hausse des recettes de la TVA à l'importation de 7,4% pour avoisiner 36 milliards de dirhams, ainsi que le raffermissement des recettes de la TVA intérieure de 8,1% pour atteindre 20,9 milliards de dirhams après un recul de 4,3% l'année précédente. Les remboursements de TVA se sont chiffrés à 7,2 milliards de dirhams après 8,1 milliards de dirhams à fin 2016.

Quant aux recettes des TIC, elles ont augmenté de 4,8% pour s'établir à 27,4 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 102,9%, consécutivement à la hausse des recettes des TIC sur les produits énergétiques de 3,4% à 15,7 milliards de dirhams, et de celles des TIC sur les tabacs manufacturés de 6,3% à 9,9 milliards de dirhams.

En revanche, les recettes relatives aux droits d'enregistrement et de timbre et celles des droits de douane ont reculé respectivement de 1% et 5,1% pour s'établir à 15,7 et 8,6 milliards de dirhams, soit des taux de réalisation de 86,8% et 96,4% respectivement.

Par ailleurs, les recettes non fiscales hors privatisation ont augmenté, en glissement annuel, de 1,9% pour s'établir à 25,8 milliards de dirhams à fin 2017, se concrétisant ainsi à hauteur de 115,8%. Cette évolution est attribuable, essentiellement, à la hausse des recettes au titre de dons reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) de 32% à 9,5 milliards de dirhams (119,4% des prévisions),



des fonds de concours de 1,4% à 2,2 milliards et de la redevance gazoduc de 1,6% à 1 milliard. En revanche, les recettes de monopoles ont enregistré un léger repli de 0,3% pour avoisiner 8 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 87,8%, et les recettes en atténuation des dépenses de la dette ont reculé de 63,5% à 691 millions de dirhams.

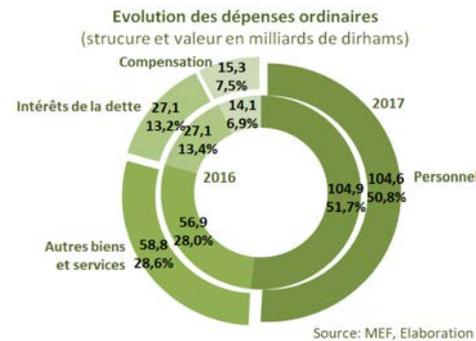
Hausse modérée des dépenses ordinaires

L'exécution des dépenses ordinaires, par rapport aux prévisions initiales de la Loi de Finances, a été maîtrisée à 98% à fin 2017 pour s'établir à 205,8 milliards de dirhams, enregistrant une hausse de 1,4% par rapport à fin 2016. Cette évolution s'explique, essentiellement, par la hausse des charges de compensation et des dépenses des autres biens et services, alors que les dépenses de personnel et celles des intérêts de la dette ont quasiment stagné.

+8,7%
15,3 Mds DH



Charges de compensation



Les charges de compensation, ont augmenté, en glissement annuel, de 8,7% pour atteindre 15,3 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 104,6%, après une légère hausse de 0,9% l'année précédente. Elles ont représenté 7,5% des dépenses ordinaires après 6,9% l'année précédente. Cette évolution est en relation avec la hausse des cours mondiaux de gaz butane et dont la charge de compensation a atteint 10,3 milliards de dirhams au titre de l'année 2017.

Pour leur part, les dépenses des autres biens et services ont augmenté de 3,2% pour s'établir à 58,8 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 96,1%. Cette évolution est en relation avec la hausse des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (14,2 milliards de dirhams après 13,4 milliards) et aux Etablissements et Entreprises Publics (19,6 milliards de dirhams après 18 milliards), alors que les transferts aux comptes spéciaux du Trésor ont reculé (3,6 milliards de dirhams après 4,5 milliards).

En revanche, les dépenses de personnel ont enregistré un léger repli de 0,2% pour se situer à 104,6 milliards de dirhams, soit un taux d'exécution de 98%.

Quant aux charges en intérêts de la dette, exécutées à hauteur de 98,6%, elles ont quasiment stagné (-0,1%) à 27,1 milliards de dirhams, recouvrant une stagnation de celles de la dette intérieure à 23,3 milliards de dirhams et une légère baisse de celles de la dette extérieure de 0,2% à 3,8 milliards de dirhams.

L'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin 2017 a dégagé un solde ordinaire positif de 24,1 milliards de dirhams contre 15,5 milliards à fin 2016, soit une hausse de 56,1%. Ce solde a permis de couvrir 36,1% des dépenses d'investissement. Ces dernières ont atteint 66,9 milliards de dirhams, en hausse de 5,1% par rapport à fin 2016. Par rapport aux prévisions initiales, elles ont enregistré un taux de réalisation prononcé de 120,3%.

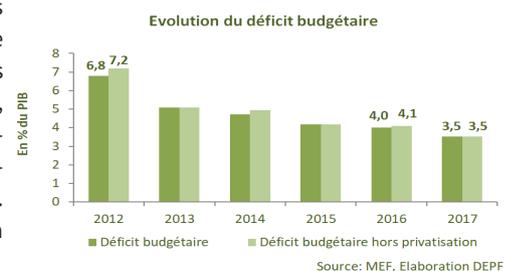
-0,2%



Masse salariale

Allègement du déficit budgétaire

Tenant compte d'un excédent du solde des comptes spéciaux du Trésor de 4,9 milliards de dirhams, la situation des charges et ressources du Trésor, relative à l'exercice budgétaire 2017, fait ressortir un déficit budgétaire de 37,8 milliards de dirhams, en allègement de 6,1 milliards de dirhams par rapport à l'exercice 2016. En pourcentage du PIB, ce déficit s'est établi à 3,5% après 4% en 2016.



Eu égard à la baisse du stock des dépenses en instance de 866 millions de dirhams, le besoin de financement du Trésor a atteint 38,7 milliards de dirhams. Pour combler ce besoin, et compte tenu d'un flux net extérieur positif de 3,3 milliards de dirhams, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 35,4 milliards de dirhams.

24 Mds DH



Solde ordinaire

64,5% du PIB



Dette du Trésor

Dette soutenable du Trésor

La dette du Trésor reste contenue à des niveaux acceptables avec une maîtrise des coûts et une faible exposition aux risques associés à cette dette. A fin 2017, le taux d'endettement du Trésor s'est replié à 64,5% du PIB après 64,7% en 2016. Le marché domestique demeure la principale source de financement du Trésor à hauteur de 78%. En outre, 87,6% de la dette du Trésor est une dette à moyen et long terme.



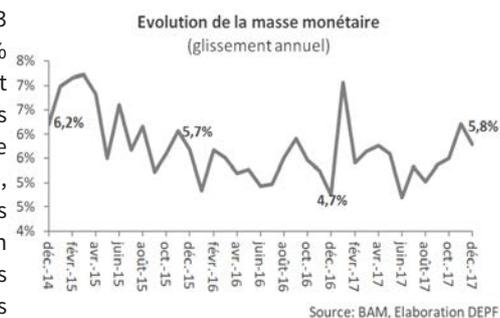
La maîtrise de l'évolution de la dette a bénéficié de la maîtrise du déficit budgétaire, de la poursuite de l'amélioration des conditions de financement du Trésor sur le marché domestique, et du recours aux opérations de gestion active de la dette intérieure.

5. FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Ralentissement du rythme d'accroissement des crédits bancaires

A fin décembre 2017, la masse monétaire (M3) a augmenté, en glissement mensuel, de 1,4% à 1272,1 milliards de dirhams. Cette évolution a concerné l'ensemble de ses contreparties, notamment, les réserves internationales nettes, les créances nettes sur l'administration centrale et les créances sur l'économie.

En glissement annuel, le taux d'accroissement de M3 s'est amélioré, s'établissant à +5,8% contre +4,7% à fin décembre 2016, bien qu'en ralentissement comparativement à celui enregistré le mois précédent (+6,2%). L'amélioration enregistrée par rapport à l'année précédente a résulté, particulièrement, de la hausse des créances nettes sur l'administration centrale après un repli un an auparavant, tandis que le rythme de hausse des créances sur l'économie a décéléré et les réserves internationales nettes se sont contractées.

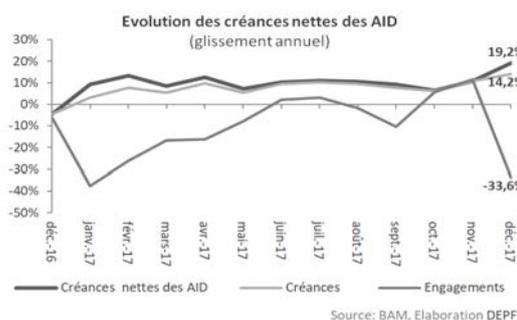


1272 Mds DH



Masse monétaire

Les créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale (AC)* ont augmenté, en glissement mensuel, de 5,5% pour atteindre 170,9 milliards de dirhams à fin décembre 2017, après une hausse de 1,4% le mois précédent.



En glissement annuel, ces créances se sont accrues de 20%, après une hausse de 11,3% le mois dernier et après une baisse de 3,8% l'année précédente. L'amélioration enregistrée comparativement à l'année précédente est en relation avec l'augmentation des recours du Trésor aux Autres Institutions de Dépôts (AID) de 19,2% après un recul de 4,4% à fin décembre 2016.

L'évolution de ces recours recouvre l'effet conjoint de la hausse des créances des AID sur l'AC de 14,2% après une baisse de 4,6% l'année précédente, notamment, les détentions des banques en bons du Trésor (+18,3% après -7,6%) et le recul de leurs engagements** vis-à-vis de l'AC de 33,6% après un repli de 6,3% un an auparavant.

Pour ce qui est des créances sur l'économie, elles ont augmenté, en glissement mensuel, de 0,4% pour avoisiner 993 milliards de dirhams. Cette évolution est en relation, particulièrement, avec l'appréciation des crédits bancaires de 1% pour atteindre 842,1 milliards de dirhams. Cette hausse a concerné les facilités de trésorerie (+0,2%) et les crédits à caractère financier (+8,4%). En revanche, les crédits à l'équipement, à la consommation et à l'immobilier se sont repliés respectivement de 0,3%, 0,2% et 0,1%.

En glissement annuel, le taux de progression des créances sur l'économie a décéléré pour s'établir à +3,7% après +4,9% le mois précédent et +5,9% à fin décembre 2016. Cette évolution recouvre, notamment, le ralentissement du rythme d'accroissement des crédits bancaires, s'établissant à +2,9% après +4,8% à fin novembre 2017 et +4,2% l'année dernière.



993 Mds DH



Créances sur l'économie

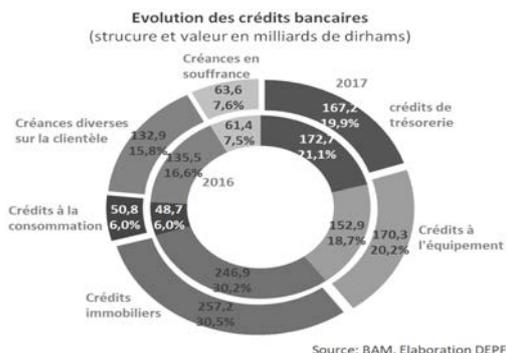
* L'administration centrale comprend l'Etat et les établissements publics d'administration centrale dont la compétence s'étend sur la totalité du territoire économique.

** Composés principalement des sommes dues à l'Etat, ainsi que des fonds spéciaux de garantie destinés à garantir les crédits distribués, dont le solde n'est remboursable qu'à l'extinction des crédits couverts.

+3,6%



Crédits habitat



La décélération comparativement à l'année précédente a découlé du repli des crédits de trésorerie et des crédits à caractère financier respectivement de 3,2% et 3,6% après des hausses de 0,5% et 5,8% à fin décembre 2016, et de la décélération du rythme de progression des crédits à la consommation, s'établissant à +4,3% après +5,4% un an auparavant. En revanche, une amélioration a été enregistrée par les taux d'accroissement des crédits à l'équipement (+11,4% après +8,1% l'année précédente) et des crédits à l'immobilier (+4,2% après +2,5%).

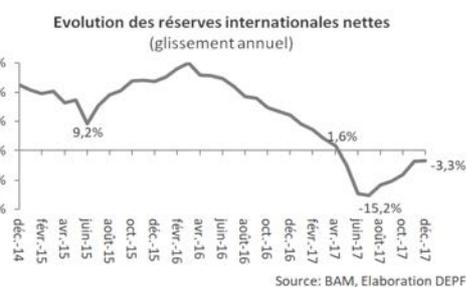
L'évolution de ces derniers recouvre une hausse des crédits à l'habitat de 3,6% après +5,2% et de ceux aux promoteurs immobiliers de 8,7% après un repli de 4,6% un an auparavant. S'agissant des créances en souffrance, leur rythme de croissance a ralenti, s'établissant à +3,7% après +6,8% l'année précédente.

5 mois et 25 jours



RIN

Quant aux Réserves Internationales Nettes (RIN), celles-ci ont maintenu leur amélioration pour le cinquième mois consécutif à fin décembre 2017, enregistrant une hausse, en glissement mensuel, de 1% ou de 2,5 milliards de dirhams pour s'établir à 240,9 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 5 mois et 25 jours d'importations de biens et services contre 5 mois et 23 jours le mois dernier et 6 mois et 30 jours à fin décembre 2016.



De ce fait, le rythme de baisse, en glissement annuel, des RIN a poursuivi son atténuation, s'établissant à -3,3% (-8,3 milliards de dirhams) après -3,5% (-8,7 milliards de dirhams) à fin novembre 2017 et -8,1% (-20 milliards) à fin octobre 2017, et après une hausse de 12,2% l'année précédente (+27,2 milliards).

Au niveau des composantes de M3, la hausse de cette dernière, en glissement mensuel, recouvre, notamment, l'accroissement de la circulation fiduciaire de 0,3%, de la monnaie scripturale de 4,3%, des placements à vue de 0,4% et des comptes à terme de 2,2%. En revanche, les titres d'OPCVM monétaires ont reculé de 3,8%.

En glissement annuel, l'évolution de M3 recouvre, particulièrement, l'amélioration des rythmes de progression de la circulation fiduciaire (+7,7% après +5,5% l'année dernière), de la monnaie scripturale (+7,8% après +6,7%) et des titres d'OPCVM monétaires (+6,2% après -2,9%) et le ralentissement de celui des placements à vue (+5,3% après +5,6%). En revanche, les comptes à terme auprès des banques ont maintenu quasiment le même rythme de baisse que l'année précédente (-4,6% après -4,5%) et les dépôts en devises se sont contractés de 5% après une hausse de 10%.

Concernant les agrégats de placements liquides, leur encours a quasiment stagné par rapport au mois précédent (+0,1%), sous l'effet conjoint de la hausse de l'encours des titres d'OPCVM obligataires (PL2) de 0,8% et de la baisse de celui des titres d'OPCVM actions et diversifiés (PL3) de 2,6%, alors que celui des titres d'OPCVM contractuels et des titres de créances négociables (PL1) a stagné. En glissement annuel, cet encours a maintenu le même rythme de hausse que l'année dernière, soit +7,7%. Cette évolution est en relation avec l'accroissement de l'encours de PL2 et PL3 respectivement de 16,3% et 39% après +8,9% et +27,7% à fin décembre 2016, tandis que celui de PL1 a stagné après une hausse de 5,3% un an auparavant.

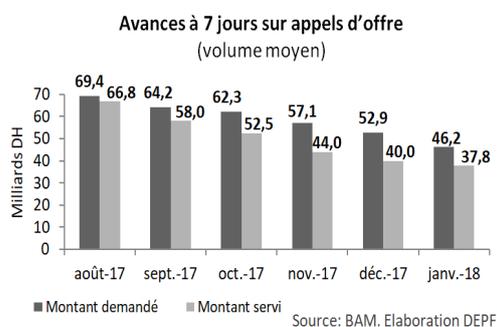
Amélioration de la liquidité bancaire au cours du mois de janvier 2018

Au cours du mois de janvier 2018, le besoin de liquidité des banques s'est atténué comparativement au mois précédent, en relation, notamment, avec l'amélioration des réserves de change.

37,8 Mds DH
(avances à 7 jours)



Injection de liquidité par BAM



Dans ce contexte, le volume des opérations d'injection de liquidité de Bank Al-Maghrib a poursuivi sa baisse, notamment, à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre, dont le volume moyen s'est établi en moyenne à 37,8 milliards de dirhams après 40 milliards en décembre 2017 et 44 milliards en novembre 2017, face à une demande qui s'est inscrite également en repli (en moyenne 46,2 milliards de dirhams après 52,9 milliards en décembre 2017 et 57,1 milliards en novembre 2017).

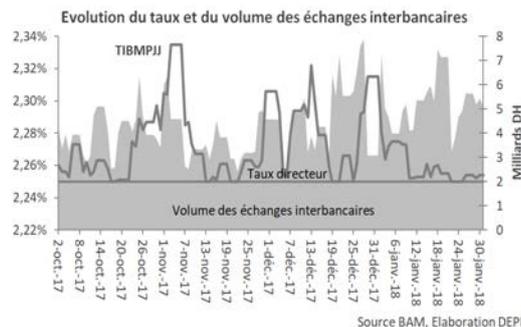
2,26%



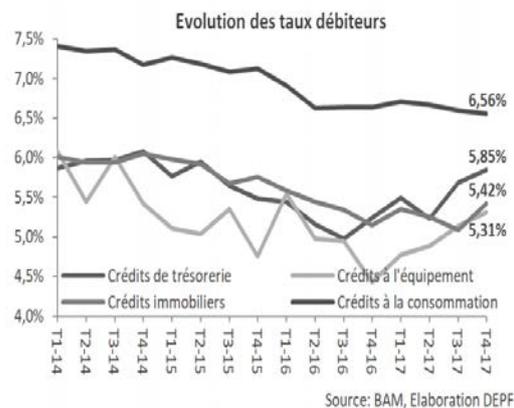
TIMPJJ

La Banque Centrale est intervenue, également, à travers les opérations de prêts garantis à 1 an au titre du programme de soutien au financement des TPME dont l'encours s'est établi à 4,3 milliards de dirhams à fin janvier 2018 après 4,5 milliards à fin décembre 2017.

Quant au taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ), il a évolué à des niveaux proches du taux directeur, oscillant dans une fourchette comprise entre 2,25% et 2,32%. Il s'est établi en moyenne à 2,26%, en baisse de 2 points de base comparativement au mois précédent. De son côté, la volatilité du taux interbancaire a enregistré une baisse d'environ 1 point de base pour se situer à 1,4 point.



En outre, le volume moyen des transactions interbancaires a augmenté par rapport au mois précédent de 8,9% pour s'établir à 5,2 milliards de dirhams.



Concernant l'évolution des taux débiteurs, les résultats de l'enquête de Bank Al-Maghrib auprès des banques pour le quatrième trimestre 2017 révèlent une augmentation du taux moyen pondéré du crédit bancaire, en glissement trimestriel, de 17 points de base à 5,77%, après une hausse de 34 pb au troisième trimestre 2017. Cette hausse a concerné les taux moyens appliqués aux crédits à l'immobilier (+33 pb à 5,42%), à l'équipement (+17 pb à 5,31%) et de trésorerie (+16 pb à 5,85%). En revanche, ceux assortissant les crédits à la consommation ont reculé de 4 pb à 6,56%.



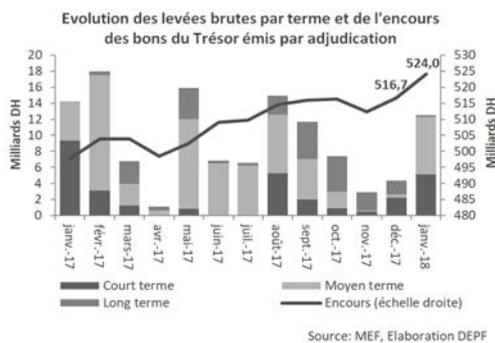
Hausse des levées du trésor au cours du mois de janvier 2018

12,5 Mds DH
en janvier



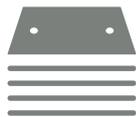
Levées brutes du Trésor

Au cours du mois de janvier 2018, les levées brutes du Trésor au niveau du marché des adjudications se sont raffermies, par rapport au mois précédent, passant de 4,3 milliards de dirhams à 12,5 milliards. Ces levées ont été orientées, essentiellement, vers les maturités courtes et moyennes.



Le volume levé des maturités courtes est passé de 2,2 milliards de dirhams à 5,1 milliards, pour représenter 40,8% des levées du mois après 51% le mois précédent. De son côté, le volume levé des maturités moyennes s'est établi à 7,2 milliards de dirhams après 400 millions, prédominant les levées du mois à hauteur de 58% après 9,2% le mois antérieur. En revanche, le volume levé des maturités longues s'est replié de 91,3% pour se situer à 150 millions de dirhams, soit 1,2% des levées du mois après 39,7% en décembre 2017.

5,2 Mds DH
en janvier



Remboursements du Trésor

Les remboursements du Trésor au titre du mois de janvier 2018 ont atteint 5,2 milliards de dirhams. De ce fait, les levées nettes du Trésor ont été positives de 7,3 milliards de dirhams après 4,3 milliards le mois antérieur, soit une hausse de 69,5%. Compte tenu de ces évolutions, l'encours des bons du Trésor émis par adjudication a augmenté de 1,4% par rapport à fin décembre 2017 pour s'établir à 524 milliards de dirhams à fin janvier 2018. La structure de cet encours demeure prédominée par les maturités longues et moyennes respectivement à hauteur de 57,1% et 37,9% contre 57,8% et 37,1% à fin décembre 2017. La part du court terme reste faible, s'établissant à 5% après 5,1%.

Par ailleurs, le volume des soumissions sur le marché des adjudications au cours du mois de janvier 2018 s'est apprécié par rapport au mois précédent, s'établissant à 39,9 milliards de dirhams après 16,4 milliards.

Le volume soumissionné des maturités courtes a plus que doublé pour atteindre 10,5 milliards de dirhams, soit 26,4% des soumissions après 31,3% le mois dernier. Celui des maturités moyennes est passé de 8,1 milliards de dirhams à 22,4 milliards pour canaliser 56% des soumissions après 49,5%. Celui des maturités longues s'est situé à 7 milliards de dirhams après 3,2 milliards, représentant 17,6% des soumissions au lieu de 19,2%.



Evolution des taux des bons du Trésor

	Jan. 18	Dernières émissions		Var
		Taux	Date	
13 semaines	-	2,17%	Déc.17	-
26 semaines	-	2,19%	Déc.17	-
52 semaines	2,42%	2,32%	Déc.17	+10 pb
2 ans	2,58%	2,48%	Déc.17	+10 pb
5 ans	2,85%	2,77%	Oct.17	+8 pb
10 ans	-	3,28%	Déc.17	-
15 ans	3,70%	3,69%	Déc.17	+1 pb
20 ans	-	3,98%	Oct.17	-
30 ans	-	4,41%	Oct.17	-

Source : MEF, Calculs DEPF

Concernant les taux moyens pondérés primaires des bons du Trésor au titre du mois de janvier 2018, comparativement aux taux des dernières émissions de l'année 2017, ils ont enregistré des hausses comprises entre 1 et 10 points de base.



La Bourse de Casablanca maintient son évolution favorable au cours du mois de janvier 2018

+5,5% chacun



MASI et MADEX



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Les indicateurs de la Bourse de Casablanca ont poursuivi leur évolution favorable au cours du mois de janvier 2018. Les indices MASI et MADEX ont clôturé le premier mois de l'année en trend haussier à 13075,49 et 10653,78 points respectivement, soit leurs plus hauts niveaux depuis 2011, enregistrant une hausse de 5,5% chacun par rapport à fin décembre 2017. Comparativement au mois de janvier de l'année précédente, les deux indices ont augmenté de 6,9% et 6,3% respectivement.

Au niveau sectoriel, parmi les 23 secteurs représentés à la cote de la Bourse de Casablanca, 18 secteurs ont enregistré des performances positives par rapport à fin décembre 2017, particulièrement, les indices des secteurs de chimie (+38,4%), de l'informatique (+19,5%), de loisirs et hôtels (+15,1%), d'électricité (+13%) et de transport (+11,2%). De même, les indices des trois premières capitalisations, à savoir les banques, les télécommunications et le BTP, se sont accrus de 3,7%, 10,2% et 3,8% respectivement.

Les plus fortes variations des indices sectoriels à fin janvier 2018 (glissement mensuel)



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

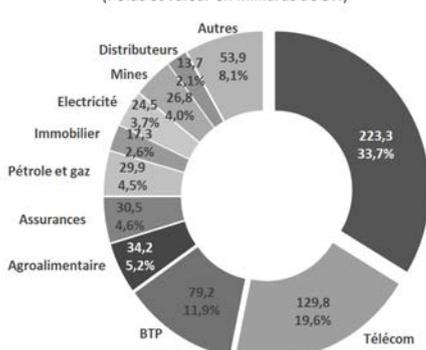
Les contre-performances du mois ont concerné les indices des secteurs de sylviculture et papier (-2,6%), des ingénieries et biens d'équipement industriels (-1,9%), des services aux collectivités (-1,6%), de l'industrie pharmaceutique (-1,6%) et de l'immobilier (-0,5%).

663 Mds DH
(+5,8%)



Capitalisation boursière

Capitalisation boursière par secteur à fin janvier 2018 (Poids et valeur en milliards de DH)



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

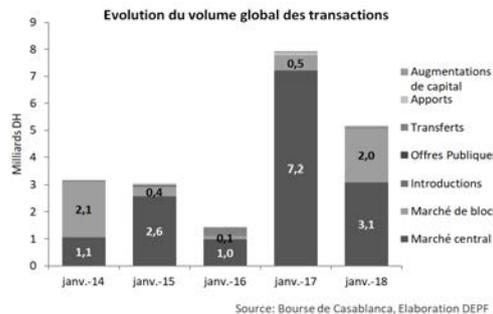
De son côté, la capitalisation boursière a poursuivi sa tendance haussière, pour clôturer le mois de janvier 2018 avec 663,2 milliards de dirhams, soit son plus haut niveau depuis 2008, en hausse de 5,8% par rapport à fin décembre 2017. Par rapport à fin janvier 2017, elle s'est accrue de 7,6%.

5,2 Mds DH
(-34,8%)



Volume global des transactions

Le volume global des transactions réalisé au titre du mois de janvier 2018 a atteint 5,2 milliards de dirhams, en baisse de 34,8% par rapport au même mois de l'année précédente. Ce volume est réparti à hauteur de :



- 59,6% pour le marché central. Les transactions sur ce marché ont reculé, en glissement annuel, de 57,2% pour s'établir à 3,1 milliards de dirhams. Les valeurs Attijariwafa Bank, BCP, Ittissalat Al-Maghrib, SNEP et Addoha ont canalisé respectivement 18,2%, 10%, 9,8%, 7% et 6,7% du volume des transactions sur ce marché ;

- 38,2% pour le marché de blocs où les échanges ont presque quadruplé, comparativement à fin janvier 2017, pour avoisiner 2 milliards de dirhams ;

- 1,3% pour les transferts d'actions ;
- 0,8% pour les apports d'actions.

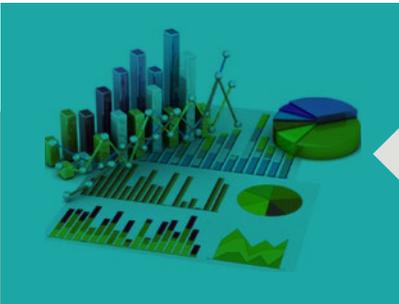


TABLEAU DE BORD

N° : 252

Tableau de bord de l'économie marocaine

Agrégats de la comptabilité nationale(1)	2014	2015	2016
Produit Intérieur Brut(aux prix de l'année précédente) (base 2007)	2,7	4,5	1,2

Echanges extérieurs (millions de Dhs) (Données préliminaire)	janv-17	janv-18	(%)
Importations globales	34 616	35 854	3,6
Énergie et lubrifiants	5 732	6 132	7,0
Produits finis d'équipement	8 743	8 714	-0,3
Produits alimentaires	3 064	4 039	31,8
Exportations globales	19 747	20 378	3,2
Automobile	4 822	5 231	8,5
Phosphates et dérivés	2 368	2 698	13,9
Déficit commercial	-14 869	-15 476	4,1
Taux de couverture (en %)	57,0	56,8	
Transferts MRE	4 699	5 691	21,1
Recettes voyages	4 044	5 350	32,3
Recettes des IDE	2 022	3 112	53,9

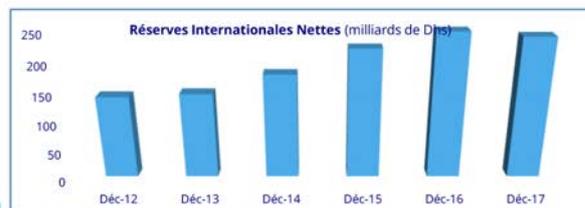
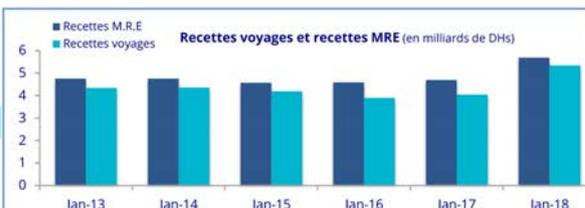
Monnaie (millions de Dhs)	déc-16	déc-17	(%)
Agrégat M3	1 202 414	1 272 096	5,8
Réserves Internationales Nettes	249 243	240 901	-3,3
Créances nettes sur l'administration centrale	142 379	170 915	20,0
Créances sur l'économie	957 647	992 986	3,7
Dont : Crédits des AID	825 766	849 299	2,8
Crédits immobiliers	246 900	257 218	4,2
Crédits à l'équipement	152 917	170 336	11,4
Crédits à la consommation	48 732	50 850	4,3

Bourse	janv-17	janv-18	(%)
MASI	12 229	13 075	6,9
MADEX	10 021	10 654	6,3
Volume des transactions (2) (millions de Dhs)	7 752	5 066	-34,7

Indice des prix à la consommation (100=2006)	déc-16	déc-17	(%)
Indice des prix à la consommation (100=2006)	117,1	117,9	0,7
Produits alimentaires	126,5	126,6	0,1
Produits non alimentaires	110,3	111,8	1,4

Taux de change (en MAD)	janv-17	janv-18	(%)
Euro	10,7	11,3	5,10
Dollar américain US\$	10,0	9,2	-8,04

Taux d'intérêt (dernières émissions)	déc-17	janv-18	Pb 100
Taux adjudications (13 semaines)	2,17	-	-
(26 semaines)	2,19	-	-
(52 semaines)	2,32	2,42	10
(2ans)	2,48	2,58	10



Finances publiques (hors TVA des CL)						
	déc-16	déc-17	(%)			
Recettes ordinaires (R.O) (en milliards de Dhs)	218 422	229 886	5,2			
Recettes fiscales	188 958	200 535	6,1			
Impôts directs	85 075	91 989	8,1			
IS	42 962	49 971	16,3			
IR	39 036	39 307	0,7			
Impôts indirects	78 982	84 268	6,7			
TVA	52 848	56 885	7,6			
TIC	26 134	27 383	4,8			
Droits de douane	9 074	8 609	-5,1			
Enregistrement et timbre	15 827	15 669	-1,0			
Recettes non fiscales	25 896	25 809	-0,3			
Monopoles	7 984	7 958	-0,3			
Dépenses ordinaires (D.O)	202 968	205 761	1,4			
Biens et services	161 773	163 353	1,0			
Personnel	104 859	104 598	-0,2			
Autres biens et services	56 914	58 755	3,2			
Dettes publiques intérieures	23 316	23 305	0,0			
Dettes publiques extérieures	3 782	3 773	-0,2			
Compensation	14 097	15 330	8,7			
Investissement	63 651	66 879	5,1			
Activités sectorielles						
	déc-16	déc-17	(%)			
Nuitées dans les EHC(4) (en milliers)	19 288	22 101	14,6			
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	10 332	11 349	9,8			
Parc global de la téléphonie mobile (milliers)	41 514	43 916	5,8			
Taux de pénétration (%)	122,7	126,0				
Parc global de la téléphonie fixe (milliers)	2 070	2 046	-1,1			
Parc total des abonnés Internet (milliers)	17 058	22 192	30,1			
Trafic portuaire gérés par l'ANP (mille tonnes) (5)	77 404	83 669	8,1			
Energie appelée nette (GWh)	35 273	37 080	5,1			
Consommation d'électricité (GWh)	30 004	31 353	4,5			
Débarquements de la pêche côtière (en mille tonne)	1 383	1 310	-5,3			
Débarquements de la pêche côtière (en millions DH)	6 846	7 285	6,4			
	janv-18	janv-18	(%)			
Ventes de ciment (mille tonnes)	1 166	1 115	-4,4			
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'OCP(millions Dhs)	2 368	2 698	13,9			
Emploi						
	2015	2016	2017			
Taux d'activité	47,4	47,0	46,7			
Taux de chômage	9,7	9,9	10,2			
Urbain	14,6	14,2	14,7			
Diplômés	19,5	19,4	19,6			
Agés de 15 à 24 ans	39,0	41,8	42,8			
Variation des indices de la production (3)						
	3Tr16	3Tr17	(%)	2015	2016	(%)
Mines	105,8	126,8	19,8	99,5	101,9	2,4
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	105,0	107,0	1,9	109,2	110,7	1,4
Produits des industries alimentaires	121,2	122,2	0,8	116,0	117,4	1,2
Produits de l'industrie textile	88,3	87,2	-1,2	96,9	95,1	-1,9
Produits de l'industrie automobile	110,7	96,1	-13,2	113,4	129,4	14,1
Electricité	145,0	145,9	0,6	130,2	132,8	2,0

(1) Taux de variation, Source HCP
 (2) Volume des transactions sur le marché central et sur le marché de blocs
 (3) Indice de la production selon la base 2010
 (4) EHC : établissements d'hébergement classés

